

# Sortir du consumérisme ?

(Résumé)

Paul Bouffartigue

Lundi 13 mars-19 heures- Maison de quartier «La Mareschale»-27 av. de Tubingen.

Sans sortir du consumérisme, nous n'atteindrons pas l'objectif de réduction des gaz à effet de serre permettant de sauvegarder une planète habitable. Que signifierait concrètement une "décroissance" ou une "autre croissance" ? Une vraie sobriété permettant de passer de "sociétés de biens" à des "sociétés de liens" ? En revisitant les théories critiques du consumérisme on essaiera d'imaginer comment nous pourrions sortir de notre aliénation aux "besoins artificiels "

\*\*\*

La critique du consumérisme est ancienne. Elle accompagne l'avènement d'une société de consommation de masse dans les pays capitalistes développés, dans les années 50-60. Elle met l'accent sur le fait que l'accroissement de la consommation de biens matériels loin d'améliorer la qualité de la vie tend à l'appauvrir. Mais depuis les années 2000 cette critique prend une forme plus radicale. Car il s'agit désormais d'une question de survie de l'humanité : la poursuite du même mode de développement ou de « croissance » n'est pas soutenable écologiquement. Notamment parce qu'elle conduirait à un réchauffement climatique de l'ordre de plus 4 ou 5 degrés en 2100, et donc à une planète invivable. D'où la nécessité de remettre en question ce type de développement. D'où la légitimité du débat sur une « décroissance » - ou sur une « post-croissance »<sup>1</sup> - économique, sur la pertinence de la notion de PIB (« produit intérieur brut »), et sur ce dont « nous avons vraiment besoin ».<sup>2</sup> Quels sont nos besoins « artificiels »<sup>3</sup> sur lesquels nous pourrions revenir ? Et quelles démarches imaginer pour en décider ?

Pour réfléchir à ces questions il faut commencer par rappeler que nos besoins sont largement le produit des conditions sociales et culturelles dans lesquelles nous vivons (1). Le capitalisme productiviste leur donne une orientation très particulière, précisément *consumériste*, dans laquelle un grand nombre de besoins vitaux ou importants sont peu ou pas couverts, et inversement dans laquelle un grand nombre de besoins que l'on peut juger superflus ou nuisibles sont sur-sollicités et surdéveloppés. Cette distorsion est animée par le développement des inégalités sociales, à l'échelle mondiale comme nationale : comme c'est leur *solvabilité* qui décide de quels besoins seront alimentés par la production marchande, à l'hyper consommation des riches s'oppose la sous consommation populaire, même si cette dernière n'échappe pas aux effets du consumérisme (2). Ce consumérisme est indissociable d'un type de développement économique, insoutenable écologiquement parce qu'il repose sur un accroissement continu des ressources énergétiques et matérielles de la planète, destructeur du vivant : il est impossible de découpler cet accroissement de celui des émissions de gaz à effet de serre (GES), et plus largement de la destruction de la biodiversité (3). D'où l'urgence du débat démocratique sur les besoins, et donc sur le monde dans lequel nous souhaitons vivre (4).

---

1 Jean Gadrey, *Adieu à la croissance*, Les petits matins/Alternatives économiques éditions, 2010.

2 Les économistes atterrés, *De quoi avons-nous vraiment besoin ?*, Les liens qui libèrent, 2022.

3 Razmig Keucheyan, *Les besoins artificiels. Comment sortir du consumérisme*, Zones, 2019.

## **1-Nos besoins sont très largement produits/construits, socialement et culturellement.**

L'histoire et l'anthropologie nous montrent l'extrême variabilité dans le temps et l'espace des manières dont les sociétés répondent aux nécessités élémentaires de la vie humaine : se nourrir, se vêtir, se protéger du froid et se loger, se soigner, se reproduire, donner sens à la mort et à la vie... On mesure l'importance de la variation des habitudes alimentaires en voyageant, au point que nous ne pouvons imaginer déguster des sauterelles comme certains peuples. Dit autrement, les besoins physiologiques de base prennent toujours une forme culturellement construite. Et ce au travers de processus d'apprentissage implicites ou explicites, phénomène de base que les sociologues appellent la « socialisation ».

Depuis l'apparition de sociétés de classes, les inégalités de classe sont celles qui structurent le plus visiblement les inégalités des conditions d'existence et de modes de vie, les inégalités l'accès aux richesses matérielles et immatérielles produites par les sociétés. La force du capitalisme industriel a été sa capacité à promouvoir l'idéologie productiviste, selon laquelle l'accroissement infini de la production était un horizon souhaitable conditionnant non seulement la fin des grandes malédictions humaines – épidémies, famines, grande pauvreté – mais un progrès social continu par l'accès de tous à une consommation de biens toujours plus divers.

## **2-Comment le capitalisme produit/construit nos besoins**

Dans la pensée économique libérale, le marché est supposé traduire la manière dont la demande des consommateurs – donc les besoins - sollicite une offre de biens et de services de la part des producteurs. Les entreprises ne font que répondre à cette offre, les plus performantes ou les plus productives ou compétitives d'entre elles se développant au détriment des moins performantes. D'où un cercle vertueux conduisant à une satisfaction toujours meilleure des consommateurs via une diversification toujours plus grande des produits et des services offerts.

La critique de cette pensée et du système économique capitaliste qu'elle justifie s'enracine dans deux grandes traditions, « sociale » et « artiste »<sup>4</sup>.

« Sociale » : celle de l'*exploitation* des travailleurs qui conditionne les gains de productivité et l'appropriation du profit. En longue durée la redistribution des gains de productivité vers la classe salariale s'opère peu ou pas et une partie plus ou moins importante du salariat est privée de la capacité d'acheter les biens ou services produits. En tendance seuls sont produits les biens et les services marchands *solvables* sur le marché, c'est-à-dire rencontrant une capacité d'achat suffisante. On produira donc plus volontiers des biens et des services de luxe – automobiles, yacht, jets, piscines..., dès lors qu'en existe la demande de la part d'une classe sociale qui dispose des ressources à cet effet – que des biens et des services les plus utiles aux classes populaires – logement et alimentation de qualité, santé...

« Artiste » : celle de l'*aliénation*, de la perte de sens, voire de morale, associée à la généralisation de l'individualisme, de l'utilitarisme et de la marchandisation du monde : les relations humaines deviennent inauthentiques, appauvries, utilitaires, le travail comme la vie quotidienne s'appauvrissent qualitativement. La quête de biens se substitue à la quête de liens. L'autonomie réelle et la créativité des personnes sont appauvries. Les individus se retrouvent

---

4 Luc Boltanski et Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999.

seuls et frustrés malgré ou à cause d'une abondance de biens marchands. La publicité envahit la vie quotidienne et cultive une multitude de besoins « artificiels » éternellement insatisfaits. C'est ce type de critique qui s'est développé dans les années 1960.<sup>5</sup> Elle a eu davantage d'impacts dans les couches moyennes cultivées que dans les classes populaires. La critique écologique du mode de développement économique et social, qui s'est beaucoup répandue depuis les années 1990/2000, prolonge cette critique artiste.

Les difficultés de rapprochement entre ces deux types de critique dans les années 68 ont accompagné la victoire du néo-libéralisme au cours de la période qui a suivi. C'est toujours un enjeu majeur de parvenir à les faire converger. La coexistence entre d'une part, une surabondance de l'offre de marchandises – on compte plus de 10 000 références dans un supermarché, plus d'une trentaine pour les seules boîtes de céréales – par ailleurs de qualité médiocre ou malsaine et/ou à obsolescence programmée, et, d'autre part la masse de besoins élémentaires non ou mal satisfaits, qui peut faciliter cette convergence entre les critiques sociale, artiste et écologique du capitalisme.

Des images peuvent illustrer l'aberration écologique et sociale du productivisme et du consumérisme. Le contraste entre la qualité des locaux d'une agence bancaire et celle d'une école publique. Celui entre une montagne de gadgets électroniques et les files d'attente aux banques alimentaires. Ou entre cette même montagne et l'empoisonnement des airs, des eaux et de l'alimentation qui affecte une part croissante de la population.

### **3-Pourquoi le mode capitaliste de croissance est insoutenable écologiquement**

Non seulement le PIB donne une idée très biaisée de la richesse réelle d'une société, mais rechercher la croissance de ce PIB est maintenant clairement insoutenable écologiquement (et socialement)

Car tout ce qui se vend avec une valeur ajoutée est compté dans le PIB, même lorsqu'il s'agit d'éléments qui détériorent le bien-être des ménages. Par exemple, les profits dégagés par les banques américaines en 2007 ont fortement contribué à la croissance du PIB mais aussi à la bulle du crédit immobilier, dont l'éclatement a eu les conséquences dramatiques. Autre exemple, un accident de voiture fait croître le PIB puisqu'il déclenche des flux marchands – frais de réparation ou de renouvellement de l'automobile, frais médicaux. A l'inverse la masse des activités non sanctionnées monétairement mais très utiles socialement ne sont pas comptabilisées. Des activités d'autoproduction, ou les activités domestiques. Le PIB a finalement un apport très limité puisqu'il n'indique que la croissance du volume des quantités produites, sans rien révéler ni de la qualité, ni de la durabilité, ni de l'impact des biens et services produits sur le bien-être individuel ou collectif.

Mais ce qui saute le plus aux yeux aujourd'hui c'est l'incompatibilité entre le modèle de croissance et la préservation de l'environnement naturel. On observe une corrélation linéaire entre le PIB par habitant et le volume des émissions de dioxyde de carbone. Des seuils critiques ont été franchis ou sont sur le point de l'être en termes de climat, de biodiversité, de qualité de l'air et des sols, etc. Et les mots d'ordre de « croissance verte » ou de « croissance immatérielle » sont des utopies scientistes, des slogans, des artifices de communication plutôt

---

<sup>5</sup> Pensée situationniste – Guy Debord, *La société du spectacle*, Buchet-Chastel, 1967.– et auteurs de l'Ecole de Francfort – comme Herbert Marcuse, *L'homme unidimensionnel*, Minit, 1968 (paru en 1964 aux USA)

que des concepts. D'une part, les innovations technologiques espérées dépendent fortement de ressources fossiles et de minerais rares, qui s'épuisent. Certaines n'existent encore qu'à l'état de projet (économie fondée sur l'hydrogène) ; d'autres (nucléaire de quatrième génération, OGM) comportent des risques élevés. D'autre part, la dématérialisation de l'économie est illusoire. L'empreinte écologique de ce secteur, comme celui du numérique, est loin d'être négligeable.

#### **4-« De quoi avons-nous vraiment besoin ? »**

Poser cette question c'est d'abord sortir de l'économisme, cette vision de l'économie et du marché qui les naturalisent, et redéfinir l'économie comme moyens au service de fins. Fins qui doivent faire l'objet de choix les plus démocratiques possibles. C'est ensuite se demander comment réorganiser la production en vue de travailler à l'amélioration de la qualité et de la durabilité des biens et des services plutôt qu'à l'augmentation des quantités produites ; comment mettre l'accent sur les processus de production, en visant une forme nouvelle d'efficacité, alliant le souci du travail bien fait, celui de l'économie d'énergie et de matière, et celui de la réponse adaptée et juste aux besoins de la société. Par exemples dans les domaines de l'alimentation et de la santé :

- la reconversion d'une agriculture intensive à une agriculture soutenable et biologique générerait des emplois, des produits de meilleure qualité et des externalités positives en termes d'environnement ;
- on ne produit pas la même chose lorsqu'un service de santé résulte d'une organisation privée et à but lucratif, gouvernée par des objectifs quantitatifs abstraits et soumise à une logique industrielle basée sur la rentabilité économique à court terme, ou lorsque celui-ci est produit par des hôpitaux publics ou des maisons de santé de proximité, administrés par les soignants en lien avec les usagers.

Reste alors à imaginer les procédures de délibération et de décision collectives qui permettraient aux citoyens et aux producteurs de prioriser et de réorienter les activités dans une perspective de décroissance des activités nuisibles et inutiles et de promotion de celles qui ne le sont pas. La convention citoyenne pour le climat avait proposé des pistes intéressantes en ce sens.

\*\*\*

#### **Bibliographie complémentaire**

- Timothée Parrique, *Ralentir ou périr. L'économie de la décroissance*, Seuil, 2022. (Lest)  
Florence Jany-Catrice et Dominique Méda, *Faut-il attendre la croissance ?* La Documentation française, 2022.  
Jean Baudrillard, *La société de consommation*, 1970.  
André Gorz, *Écologie et Politique*, Seuil, 1978 (1975)  
Emission de France Inter 17.12.22, *En quête de politique : pensée de l'écologie politique.*